

L'événement

LAURENT NUÑEZ En service commandé

EXCLUSIF Assouplissement des régularisations, discours ambigu sur l'islam... Le ministre de l'Intérieur désarçonne jusqu'aux préfets

ÉLYSÉE Et si Laurent Nuñez était téléguidé par Emmanuel Macron ?

Les préfets qui participaient à cette réunion en sont presque tombés de leur chaise. Jeudi dernier, Laurent Nuñez, le ministre de l'Intérieur, leur a fait passer le message que les ordonnances de Bruno Retailleau pour limiter la régularisation de clandestins se révélaient « trop efficaces » (sic) et qu'il fallait par conséquent en atténuer les effets. À défaut d'assumer politiquement d'abroger les dispositions que son prédécesseur avait prises en signant d'autres ordonnances moins restrictives, le nouveau locataire de la place Beauvau a fait comprendre aux préfets qui pourraient partager sa ligne qu'il serait bienvenu de plus régulariser, de plus naturaliser et de moins expulser. En d'autres termes, de se montrer « plus souple ».

S'il n'est pas dans les habitudes de ces grands serviteurs de l'État de faire part de leurs états d'âme, ils sont quelques-uns pourtant à avoir confié au JDD leur malaise. D'autant que cet aveu du ministre avait été précédé d'une défense de ses propos tenus devant le recteur de la Grande Mosquée de Paris, qui en a stupéfait plus d'un. Laurent Nuñez, qui participait le 12 mars dernier à la rupture du jeûne, défendait son refus d'interdire le voilement des fillettes au nom de sa lutte contre l'islamisme en même temps qu'il assurait qu'il soutiendrait toutes les initiatives visant à promouvoir l'islam. Devant ses préfets, il a récidivé. « Même Christophe Castaner n'aurait pas osé pousser aussi loin la soumission », ironise l'un d'eux.

Nuñez n'est pas un politique

À la vue de cette vidéo, un proche de Bruno Retailleau réagissait ainsi dans *Le Figaro* : « On imagine le tollé s'il avait tenu ce même discours sur le christianisme en tutoyant l'archevêque de Paris. » « En s'alignant sur les positions communautaristes de l'extrême gauche sur le voilement des mineures, Laurent Nuñez fragilise le pacte républicain en s'attaquant à un de ses piliers fondamentaux, la laïcité », trançait Marine Le Pen sur X. Des critiques que le ministre a balayées d'un revers de la main, au motif qu'elles étaient principalement relayées par la « bollosphère », assure encore ce témoin de la scène.

Un interlocuteur régulier du ministre l'admet volontiers : « Laurent Nuñez ne correspond pas à la caricature que certains se sont empressés de faire. Ce n'est pas un LFIste. S'il vient du centre gauche, c'est d'abord d'une humanité et d'un républicain, un social-démocrate bon teint d'une grande ouverture d'esprit. Mais ses propos trahissent une méconnaissance des prescriptions musulmanes : le voilement des jeunes filles, c'est une prescription islamiste ! » Et d'ajouter : « Autant il maîtrise les questions



Emmanuel Macron et Laurent Nuñez à Marseille, le 16 décembre dernier.

sécurité et sait se montrer précis sur la menace djihadiste, autant il ne pige rien à la dimension idéologique de l'islamisme. »

Son passé d'ancien patron de la DGSJ lui jouerait-il des tours ? C'est la thèse que soutient ce spécialiste des réseaux frénétiques : « C'est une très vieille maladie de la police française. Elle n'arrive pas à comprendre que l'islam politique est un vrai problème, parce que le ren-

Le ministre de l'Intérieur est un homme d'exécution

seignement français a traficoté avec eux, ils les ont manipulés pendant des années. Ils ont été leurs indices contre les djihadistes pendant des années. Le renseignement les a longtemps considérés comme des modèles qui leur donnaient des infos. Ils ignoraient qu'ils collaboraient pour se légitimer et se faire accepter à la table de la République. »

Laurent Nuñez n'est pas un politique. C'est d'abord un haut fonctionnaire reconnu pour son

professionnalisme. Contrairement à d'autres dans le gouvernement Lecornu, il n'a pas de courant à incarner, pas de base à flatter, pas d'ambition partisane à afficher. Sa force – et sa limite – tient précisément à cela : il est un homme d'exécution. Emmanuel Macron l'a parfaitement compris et c'est précisément pour cette raison qu'il l'a choisi pour succéder à Bruno Retailleau. « Il a fait de Laurent un collaborateur. Son collaborateur », soutient cet habitué de l'Élysée. Le président décide, lui exécute.

Ce dernier va plus loin. Il assure que Laurent Nuñez, est devenu l'homme de main d'Emmanuel Macron pour déconstruire tout ce que Bruno Retailleau a entrepris lors de son passage à Beauvau. Sitôt nommé au ministère de l'Intérieur, Laurent Nuñez a reçu des directives en ce sens. À titre personnel, l'ancien préfet de police de Paris n'a rien contre Bruno Retailleau. Si les deux hommes ne passeront pas leurs vacances ensemble, ils se respectent. Mais encore une fois, « c'est dans la nature de cet ancien préfet devenu ministre que d'obéir au chef de l'État », veut croire l'un de nos interlocuteurs.

C'est particulièrement net dans le cadre du dossier algérien, où il a

pris le contre-pied de son prédécesseur. Bruno Retailleau militait pour un bras de fer avec Alger et des mesures de riposte graduée. À l'inverse, Laurent Nuñez a été missionné par Emmanuel Macron pour rétablir le dialogue avec le président Tebboune. Laurent Nuñez connaît bien le régime. Son passé d'ancien patron de la DGSJ et de coordinateur national du renseignement l'a conduit à nouer de nombreux contacts dans l'appareil sécuritaire algérien. Lors de l'un de ses premiers déplacements en Algérie, ses interlocuteurs n'ont pas hésité à lui sortir le grand jeu pour obtenir les bonnes grâces de Laurent Nuñez et l'ont emmené dans la maison familiale de ses parents dans la région d'Oran.

Dossier algérien

Reste que le ministre de l'Intérieur n'était pas très allant à l'idée de se déplacer à Alger en février dernier. Il savait qu'il n'avait pas grand-chose à obtenir. « C'est Macron qui l'a obligé », soutient un proche. « Nuñez est venu avec une feuille de route de l'Élysée pour créer les conditions afin que les relations soient très bonnes avec le régime algérien, y compris au prix de quelques concessions,

non négligeables », précise un fin connaisseur du dossier.

Une semaine avant son voyage, le régime n'a consenti à la délivrance que d'un seul laissez-passer consulaire. Guère plus après, délivrés au cas par cas. Autant que ceux qu'obtenait Bruno Retailleau dans le contexte de tension de l'époque. En revanche, le président Tebboune a livré sa liste de courses au ministre de l'Intérieur : si la France veut rétablir une relation apaisée avec Alger, il faut que le ministre de l'Intérieur redonne leurs agréments aux consuls algériens. Mieux, que soient levées plus de 80 interdictions administratives de territoire visant des Algériens condamnés à des peines de prison et désormais empêchés de revenir en France. Va-t-il satisfaire les demandes

Tout est fait pour couper l'herbe sous le pied de Bruno Retailleau

d'Alger ? Rien n'est moins certain. La semaine dernière, Alger devait officialiser la nomination de son nouvel ambassadeur à Paris. C'était sans compter la décision d'un juge des libertés et des peines qui a prolongé la détention d'un adjudant-chef algérien détenu en France dans le cadre de l'affaire Amir DZ, du nom de cet influent algérien honni de Tebboune.

Même lorsque Laurent Nuñez semble poursuivre le travail de son prédécesseur, c'est en réalité d'une manière de le contrer. La semaine prochaine, le ministre de l'Intérieur déposera un nouveau projet de loi pour lutter contre le séparatisme au moment même où Retailleau envisageait de déposer un texte similaire au Sénat. Tout est fait pour couper l'herbe sous le pied du président des Républicains. Voir invisibiliser son action. Jeudi, il soutenait l'arrêt du préfet de police de Paris qui interdisait le rassemblement des Musulmans de France au Bourget, en Seine-Saint-Denis. Mais dans les motivations de l'arrêt, pas un mot sur le rapport consacré aux Frères musulmans – pourtant déclassifié quelques mois plus tôt par Bruno Retailleau, et qui aurait pu fournir une base solide à la décision. Selon nos informateurs, l'Élysée serait intervenu pour qu'il ne soit pas notifié dans l'arrêt. Et la justice a donné raison aux plaignants. Rassemblement des Musulmans de France : 1. Nuñez : 0.

Certains craignent désormais que l'ombre du président ne se fasse encore davantage ressentir alors que Laurent Nuñez supervise avec Emmanuel Macron un prochain mouvement préfectoral... ●

RAPHAËL STAINVILLE